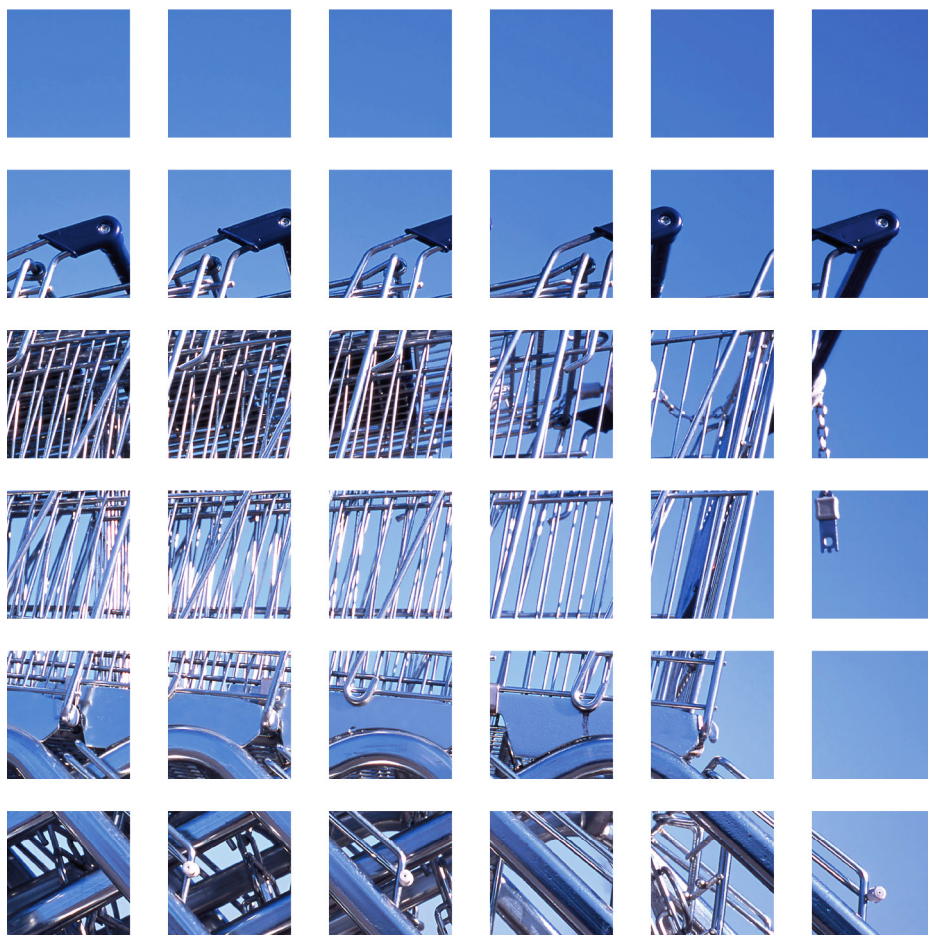


Coûts, prix et performance

Le commerce de détail suisse en comparaison internationale

Octobre 2010



Editeur

BAKBASEL

Chef de projet

Michael Grass

Rédaction

Michael Grass

Thomas Stocker

Philipp Waldmeier

Adresse

BAKBASEL AG

Güterstrasse 82

CH-4053 Basel

T +41 61 279 97 00

F +41 61 279 97 28

info@bakbasel.com

<http://www.bakbasel.com>

Une étude sur mandat de



Préface

La CI CDS a été fondée en 2006 en vue de faire entendre, par un effort commun, les aspirations du commerce de détail suisse auprès de l'opinion publique et de la politique.

Dès l'année de sa création, la CI CDS a chargé BAKBASEL d'étudier les prix, les coûts et la performance du commerce de détail suisse en comparaison internationale. Les études réalisées ont suscité un grand intérêt et ont contribué de manière décisive à faire comprendre l'importance économique et le dynamisme du commerce de détail à un large secteur de la population.

La présente étude actualise les données précédemment réunies et comprend les chiffres concernant les années 2006 à 2009. Les résultats sont réjouissants: ils attestent que le commerce de détail suisse a à nouveau réussi une évolution productive et novatrice exceptionnelle ces dernières années.

L'étude indique que les gains de productivité et les avantages issus de la baisse des coûts d'approvisionnement ont été transmis, d'une part aux consommatrices et consommateurs, d'autre part à notre personnel. Sur le plan du nombre des collaboratrices et collaborateurs, le commerce de détail est le deuxième employeur du secteur privé. Nous effectuons des investissements d'ampleur dans la formation et le perfectionnement, et il n'y a guère de secteur qui forme davantage d'apprenties et d'apprentis. Autre aspect à souligner, les investissements dans le domaine du personnel se traduisent par une croissance réelle des salaires de la branche du commerce de détail. La présente étude établit que le niveau salarial de notre secteur est élevé en comparaison internationale, même corrigé de l'effet du pouvoir d'achat.

Le commerce de détail suisse s'est investi pour faire évoluer les choses ces dernières années. C'est ce qui a fait du commerce de détail un moteur de l'économie au cours des années de crise récemment vécues. Le maintien du pouvoir d'achat – tant chez les consommateurs que chez le personnel – constitue un objectif central pour nos entreprises et la CI CDS. Pour continuer d'améliorer la situation, nous devons cependant bénéficier de bonnes conditions cadres quant à la réglementation. C'est pourquoi nous poursuivrons, ces prochaines années, notre engagement pour le démantèlement des barrières à l'importation, pour l'ouverture des marchés et contre les réglementations déraisonnables et productrices de hausses de prix.

Herbert Bolliger, Migros

Peter Bamert, Denner

Bertrand Jungo, Manor

Hansueli Loosli, Coop

André Maeder, Charles Vögele

Thomas Vollmoeller, Valora

Executive Summary

Pour certains biens de consommations, la Suisse passe toujours pour un «îlot de cherté». Les publications régulières de comparaisons internationales des prix, portant souvent sur un ou plusieurs produits précis, mettent en évidence leur cherté en Suisse. Mais ces comparaisons sont rarement effectuées de manière systématique pour un panier-type représentatif. Dans la **première partie** de la présente étude, après les analyses publiées en 2001 et 2006, BAKBASEL effectue pour la troisième fois une comparaison internationale systématique des prix des biens du commerce de détail.

Outre l'analyse des prix, le «processus de production» du commerce de détail est étudié en fonction des coûts expliquant les différences de niveaux de prix à l'échelle internationale. La recherche porte ici sur l'identification des facteurs de coûts constituant un désavantage comparatif pour le commerce de détail suisse face à l'étranger. Les coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur et extérieur, les coûts des consommations intermédiaires et le coût de la main-d'œuvre font l'objet d'une analyse approfondie. Les différences de prix et de coûts sont ensuite synthétisées. Cette opération permet de faire apparaître la contribution des différentes composantes de coûts au différentiel de prix par rapport à l'étranger. Cette «décomposition de l'îlot de cherté» met en lumière les mesures de politique économique susceptibles de favoriser l'érosion de l'îlot de cherté.

La comparaison des prix et des coûts est effectuée pour 2005 et 2009. L'analyse des impacts de la forte revalorisation du franc suisse en 2010 sur les prix du commerce de détail n'est donc pas retenue dans le cadre de cette étude.

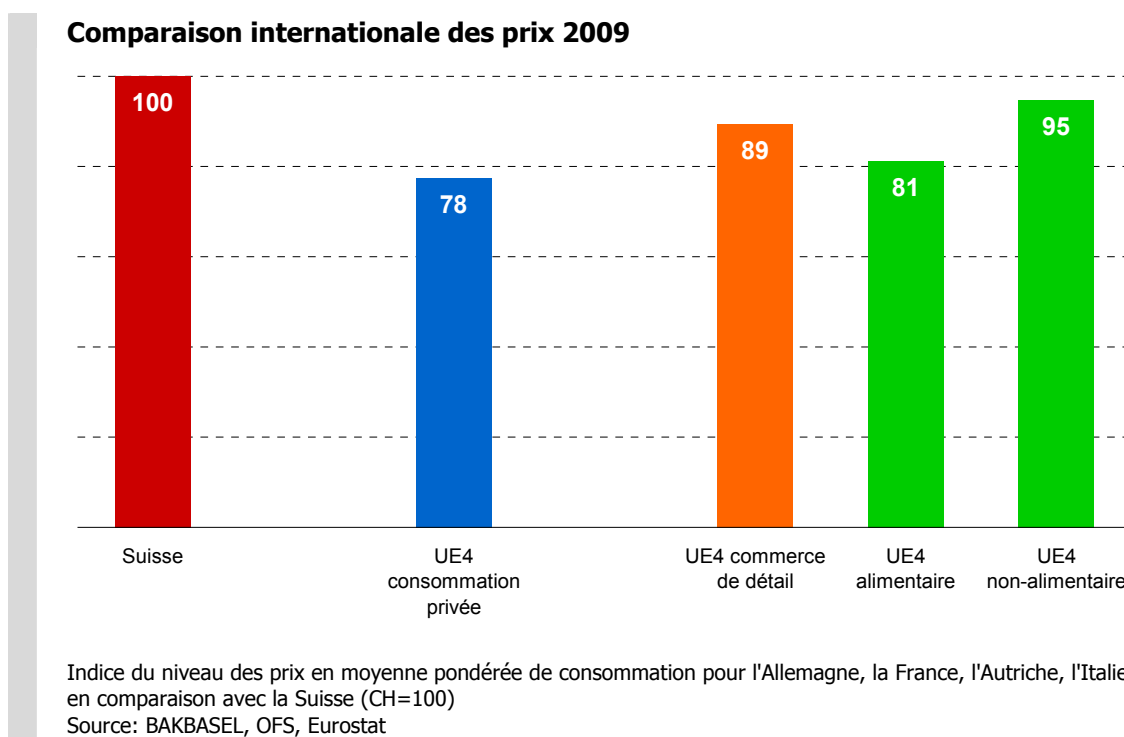
La **deuxième** partie de l'étude comprend une comparaison internationale de la performance économique du commerce de détail. Quel est le positionnement de la branche quant à l'évolution de la valeur ajoutée et de la productivité en comparaison internationale? Le commerce de détail suisse est-il parvenu à maintenir ou à développer son avantage en termes de productivité par rapport aux pays d'Europe occidentale ces dernières années? La synthèse permet de mettre en regard les prix/coûts et la productivité. Les gains d'efficience et de productivité, supérieurs à la moyenne, ont-ils été répercutés sur les consommateurs ces dernières années, et ont-ils contribué à réduire les différences de prix face aux pays voisins?

La **troisième** partie est consacrée aux conditions cadres en termes de politique économique, qui jouent un rôle de premier plan pour les coûts et les prix, mais aussi pour la capacité productive du commerce de détail. Il s'agira d'identifier les améliorations intervenues ces dernières années et les options politiques qui restent ouvertes à cet égard. Outre les conditions politiques, l'étude s'attache aussi aux conditions économiques contribuant au succès du commerce de détail.

Diminution des différences de prix à large échelle

Les résultats de l'analyse des prix établissent que le niveau suisse des prix reste nettement supérieur à celui des pays voisins. En 2009, le niveau des prix du commerce de détail allemand, français, autrichien et italien était en moyenne inférieur de 11% au niveau suisse. Le panier-type de l'ensemble des biens et des services de consommation privée coûte 22% de moins à l'étranger.

Au sein du commerce de détail, de nettes différences apparaissent entre les segments. Le secteur alimentaire dénote une différence de prix de près de 19%, qui n'est que de 5% dans le secteur non alimentaire. Pour certaines catégories de produits comme l'électronique et les ordinateurs, les prix suisses se retrouvent même à un niveau plus bas qu'à l'étranger.



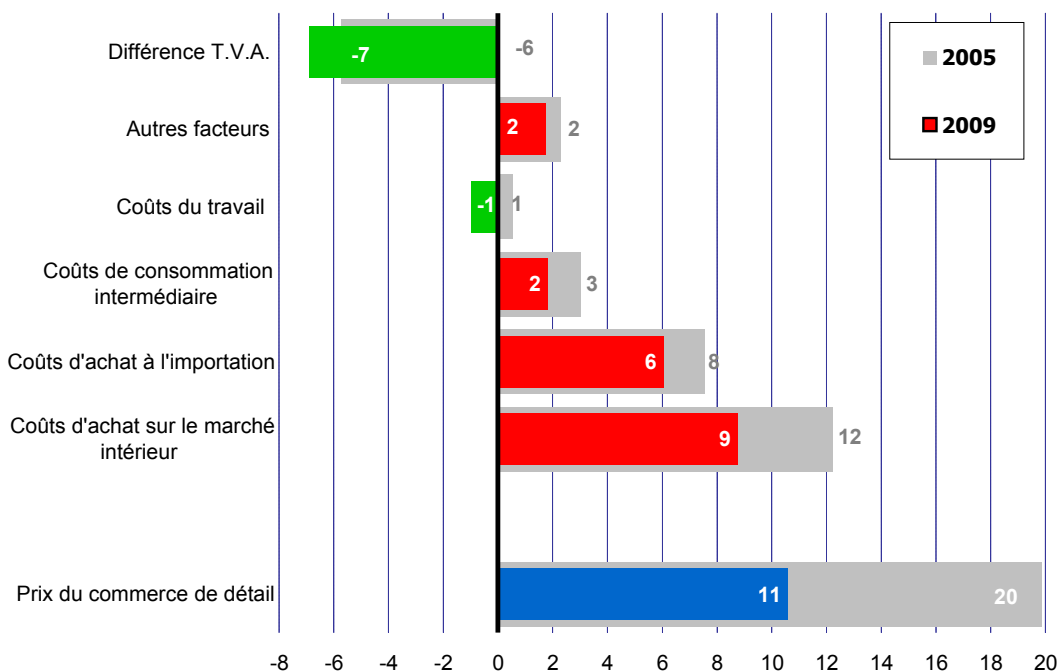
Par rapport à 2005, le commerce de détail suisse est parvenu à réduire le différentiel de prix par rapport à l'étranger pour presque toutes les catégories de produits. Dans l'ensemble la différence de prix par rapport aux pays voisins a diminué de 9 points de pourcentage, se réduisant donc pratiquement de moitié. Corrigée de l'effet des taux de change, cette évolution apparaît encore plus clairement. Dans l'hypothèse d'un taux de change fixe, la réduction de la différence de prix entre 2005 et 2009 serait même de 12 points de pourcentage.

Décomposition de «l'îlot de cherté»

Le principal constat établi par la synthèse des comparaisons de coûts et des prix est que l'essentiel de la différence de prix s'explique aujourd'hui encore par les désavantages de coûts imposés au commerce de détail suisse dans le domaine de l'approvisionnement. Ceci concerne en particulier le secteur des denrées alimentaires, marqué par un haut niveau de protection de la production agricole en comparaison internationale, qui donne lieu à des prix plus élevés. S'agissant des coûts salariaux unitaires, le commerce de détail suisse possède même un léger avantage, constat qui vaut aussi pour le taux suisse moins élevé de taxe sur la valeur ajoutée.

Le graphique ci-dessous illustre la contribution moyenne des différentes composantes et facteurs de coûts à la différence des prix à la consommation du commerce de détail suisse par rapport aux pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie (UE4) en 2005 et 2009.

Décomposition de l'îlot de cherté 2005 et 2009



Contribution moyenne des différentes composantes et facteurs de coûts à la différence des prix à la consommation du commerce de détail suisse par rapport aux pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie.

Source: BAKBASEL

La décomposition de l'îlot de cherté suisse indique que par rapport à la Suisse, les prix à la consommation du commerce de détail des pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie sont en moyenne

- inférieurs de 9% en raison de moindres coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur;
- inférieurs de 6% en raison de moindres coûts d'approvisionnement à l'importation;
- inférieurs de 2% en raison de moindres coûts de consommation intermédiaire;
- supérieurs de 1% en raison de coûts salariaux unitaires plus élevés;
- supérieurs de 7% en raison de taux plus élevés de taxe sur la valeur ajoutée.

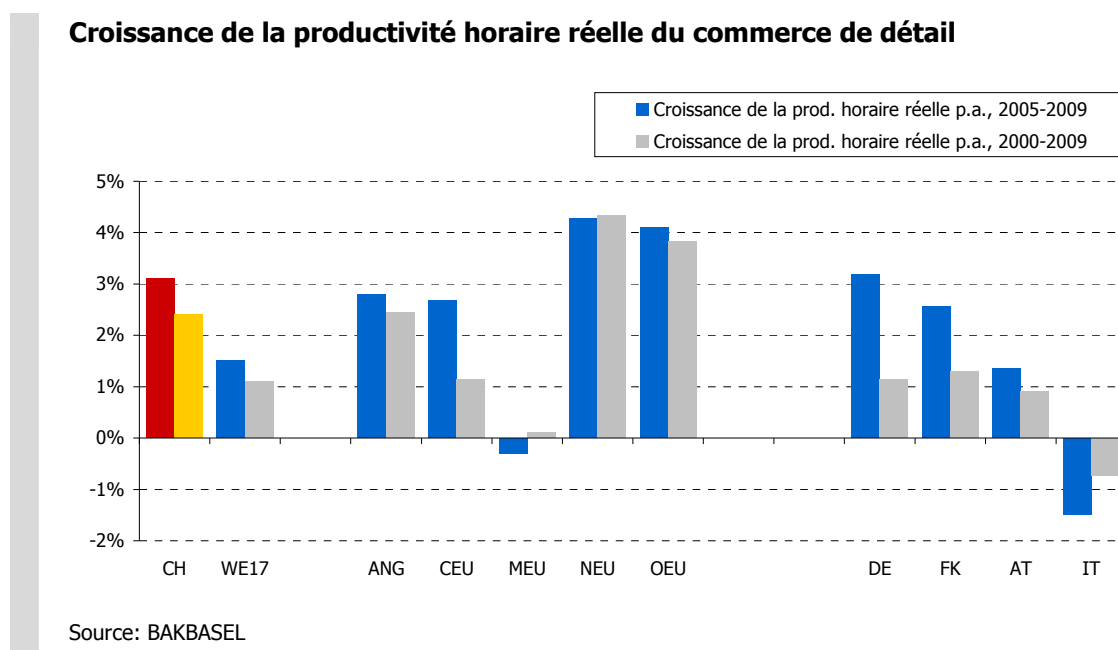
La comparaison avec les valeurs actualisées de 2005 montre que le différentiel des prix à la consommation du commerce de détail entre les pays de l'UE4 et la Suisse a baissé d'environ 9 points de pourcentage. La contribution la plus importante à ce recul (3.4 points de pourcentage) est due à une réduction des coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur, dont le poids joue un rôle majeur. Les effets liés aux avantages relatifs quant à la consommation intermédiaire et au coût de la main-d'œuvre équivalent chacun environ à la moitié du poids de la composante principale mentionnée ci-dessus. Par ailleurs le relèvement des taux de taxe sur la valeur ajoutée dans certains pays voisins a produit une réduction supplémentaire de la différence de prix à hauteur de 1.2 points de pourcentage.

Le commerce de détail suisse maintient son avantage de productivité par rapport à l'Europe occidentale

Une première grande comparaison internationale de la performance économique du commerce de détail suisse a été conduite en 2007. Le principal constat issu de cette étude est que le commerce de détail suisse avait réussi à combler son retard de croissance, par rapport à la moyenne d'Europe occidentale, grâce à un développement exceptionnel de la productivité entre 2000 et 2005.

Les données actuelles montrent que la Suisse a réussi à agrandir son avantage en termes de productivité ces dernières années. La productivité horaire nominale du commerce de détail suisse s'élevait à 49 francs suisses par heure travaillée en 2009. Le commerce de détail suisse se place ainsi nettement au-dessus de la moyenne d'Europe occidentale (32 CHF/h.). Les quatre pays voisins de la Suisse présentent un niveau de productivité moyen de 39 CHF/h. Le commerce de détail suisse a donc encore développé son avantage de productivité depuis 2005.

Concernant la croissance de la productivité, les pays d'Europe de l'Est et du Nord se classent à la pointe – mais leur croissance part d'un niveau initial nettement plus bas que celui de la Suisse. Par rapport à la plupart des pays européens, le commerce de détail suisse fait preuve d'un développement supérieur à la moyenne (2.4% entre 2000 et 2009). Pour les quatre pays voisins, le taux de croissance était en moyenne inférieur de 1.8 points de pourcentage dans la période considérée.



L'évolution de la productivité restant supérieure à la moyenne, le commerce de détail suisse surpasse aujourd'hui nettement l'Europe occidentale en termes de croissance de la valeur ajoutée. Ces dernières années, la Suisse a même rejoint le niveau des pays anglo-saxons, certes beaucoup plus durement touchés par les conséquences de la crise financière et économique. La normalisation de l'évolution conjoncturelle permettra au commerce de détail anglo-saxon de tirer meilleur profit de ses avantages structurels.

Les gains de productivité permettent des réductions de prix

Les données indiquent que l'évolution de la productivité de ces dernières années a partiellement profité aux salariés, mais aussi de manière significative aux consommateurs. Les gains d'efficacité et de productivité des dernières années ont ainsi permis l'érosion de l'îlot de cherté. Si la productivité du commerce de détail suisse avait simplement suivi l'évolution des coûts de la main-d'œuvre, les prix du commerce de détail seraient – en supposant par ailleurs des conditions cadres inchangées – majorés de 3.6%.

Conditions cadres politiques et économiques

Concernant les conditions politiques générales, une amélioration s'amorce dans certains domaines depuis quelques années. Aujourd'hui il s'agit de réellement mettre en œuvre les modifications décidées, comme l'introduction autonome du principe «Cassis de Dijon». Les réformes entamées notamment dans le secteur de l'agriculture ou les mesures de libéralisation prévues pour d'autres secteurs du marché intérieur doivent se concrétiser.

Les réformes de politique économique peuvent certes favoriser la réduction des prix en Suisse. Mais il ne faut pas s'attendre à une adaptation intégrale des prix au niveau des pays voisins, même en cas de réformes d'ampleur, en raison des facteurs fondamentaux que sont la topographie ou les préférences de la société suisse. Les petites dimensions de la Suisse impliquent en particulier que le sol est rare, ce qui entraîne des prix à la construction et des loyers élevés pour le commerce de détail. Cette situation ne va pas changer à l'avenir.

Outre les mesures de politique économique visant à réduire les prix relatifs, les réformes de politique économique (par ex. heures d'ouverture des magasins) peuvent également développer un impact positif sur la dynamique économique du secteur.

En ce qui concerne les conditions économiques générales, le commerce de détail suisse profite du bon positionnement de l'économie dans son ensemble. L'économie d'exportation suisse se classe également à un très bon rang au sein de la concurrence internationale, donnant lieu à des perspectives positives pour la croissance économique générale, mais aussi pour l'évolution de l'emploi et des salaires. On peut donc s'attendre au maintien d'une croissance stable des dépenses de consommation privée. En comparaison avec les conditions économiques des pays voisins, le commerce de détail suisse devrait donc également conserver ses avantages ces prochaines années.

Du côté de l'offre, l'intensité concurrentielle devrait rester vive. De plus, la branche se trouve encore dans une phase de mutation technologique, poursuivie avec détermination par les entreprises. Ces deux éléments donnent à penser que les efforts déployés pour tirer profit des potentiels d'efficacité et pour augmenter la productivité ne faibliront pas.